

L'EUROPE DE LA RECHERCHE EST-ELLE À LA HAUTEUR DES ENJEUX ?

Discussion

Orateurs : **Philippe AGHION**, Économiste, Professeur au Collège de France | France, **Bertrand BOUCHET**, Directeur délégué aux affaires européennes au CEA | France, **Stewart COLE**, Directeur général de l'Institut Pasteur | France, **Mark FERGUSON**, Président de l'European Innovation Council – EIC | Union Européenne

Discussion animée par **Sana de COURCELLES**, Experte en santé mondiale | France

Quels sont les enjeux de l'Europe de la recherche, et d'où viennent-ils ? Il n'a pas fallu attendre le 21^{ème} siècle et l'avènement de l'espace européen de la recherche, pour voir des grandes initiatives. Ce qui se joue aujourd'hui sur la scène internationale, c'est une exigence du prototype jusqu'au produit fini. Les éléments à prendre en considération pour répondre à ces questions, sont les financements, la main d'œuvre, et les gouvernances régissant les deux premiers.

La place de l'Europe de la recherche sur la scène internationale

L'Europe ne manque pas de talent, nous avons des chercheurs brillants motivés et déterminés, mais le constat reste sans appel : manque de soutien, manque de moyens, recherche fondamentale massivement sous financée, infrastructures vieillissantes à la suite de 20 ans de sous-investissement.

L'Europe par rapport aux États-Unis et à la Chine reste concurrentielle, sur le nombre de création de start-up, le nombre de publications scientifiques, et le nombre d'entreprises. La complexité aujourd'hui pour le marché européen se manifeste par la difficulté de transformer toutes ces entreprises, en « entreprises créatrices » innovantes.

L'Europe n'investit pas suffisamment dans la recherche, des efforts, qui n'ont pas été suffisants, sont fournis depuis le début des années 2000 pour atteindre un objectif de 3 % du PIB européen alloué à la recherche. Sur le plan qualitatif, la situation progresse notamment avec l'impulsion des programmes de l'UE renforçant des partenariats publics et privés.

L'Europe ne prend pas assez de risque, contrairement aux États-Unis où le système économique et bancaire s'y prêtent. À titre d'exemple, le crédit impôt recherche est utilisé par les grosses entreprises pour délocaliser, à défaut de contribuer aux départements de recherche et développement.

Comment stimuler la recherche européenne

Remodeler les politiques d'innovation, avec une politique de concurrence qui met en avant l'innovation, sans prioriser l'étude des « market share ». Il faut une politique industrielle du type DARPA (Defense Advanced Research Projects Agency) avec des systèmes de gouvernance bien définis. À titre d'exemple : la technologique de séquençage pratiquée par Illumina, a été découverte, créée et optimisée en Europe, puis les brevets ont été perdus, rachetés par une entreprise américaine.

Créer un continuum pour se repositionner dans la chaîne de création de valeur, alors que l'Europe se fait devancer par les États-Unis et la Chine, on ne peut pas mettre les dépenses de croissance et d'innovation sur le même plan que d'autres mesures économiques (ex : les plans chômage).

Il faut repenser les finances publiques, pour ne pas avoir à couper constamment sur le budget de la recherche. On a les opportunités pour produire des connaissances, aux meilleurs de l'art, et de les transformer en produit commercialisable, pour que l'investissement public devienne un moyen de prospérité.

S'émanciper en prenant des risques et recruter des nouveaux talents, pousser les jeunes à prendre des risques. Dès l'éducation supérieure, il faut encourager les jeunes, à revitaliser le monde de la recherche universitaire. Encourager aussi les jeunes entreprises à innover avec la mise en place de fonds d'innovation et de partenariat avec des plus gros laboratoires ou entreprises.

Convaincre les politiques de l'importance de la recherche est un objectif essentiel pour faire évoluer la situation au plus haut niveau de décisions. Non seulement pour amener à la réflexion d'une nouvelle répartition budgétaire, mais pour accentuer le nombre de personnalités politiques, publiques, sensibles à ces sujets d'avenir.

Repenser la gouvernance européenne. Aujourd'hui, les décisions à 27 ont tendance à s'aligner à la limite de celui qui peut le moins. Il n'y a aucune raison à ce que les décisions prises à 27 soient exécutées dans des conditions homogènes. Il faudra agir entre pays membres qui le veulent.